

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

MAISON  
CENTRALE DE DETENTION

Nom : *Kagoma, mututsi, umubihyabo,*  
Origine : *coll. Gahunga o. chef Rurangangabo*  
Chefferie : *chef Kamari Prov. Mulera Umis:*  
Poste : *Ruhengeri*

Profession : .....

N° du R. E. : *1766*

N° du R. M. P. : *2315' Ruhengeri*

N° Dactyl. : .....

Arrêté, le : *11.12.40*

Entré, le : *11.12.40*

Condamné, le : .....

1/4 de peine : .....

Sortie, le : *19.12.40* *Acquitté'*

Rapatrié, le : .....

Expulsé, le : .....

Décédé, le : .....

Le Gardien,



*[Signature]*

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret  
du 11 juillet 1923.

Juge du Tribunal

infraction prévue et punie par l'art. 79 C. 81 du C. P. L. II

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) le prévenu est accusé du fait infractionnel par  
co-prévenu Eubayamauzi.

(2) Ordonnons que le susdit

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

en date du ..... à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire,

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

acquitte le 19.12.40  
Le Juge de Police  
J. Vauthier

Ruhlangen be 11. 10. 40

L. G. M. P. Saushier, &  
Kaufman

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.  
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.  
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons ..... avoir ..... lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire .....

(1) Fixons à ..... francs le montant du cautionnement  
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner  
du scandale par sa conduite, en outre à charge de .....

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,



R.M. 8. 2325 / Rnd

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret  
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent Quarante

le onzième jour du mois de décembre

à la requête de nous même

Officier du Ministère Public près le Tribunal Territ. du Ruanda

Nous Vanthier, Daniel

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Kagame, mubutu, umukyaba, fils de  
Riguru + s. d. v. malama iv. coll. Riguru + s. d. v. Rurangababo des Kayari.  
prévenu de vol qualifié Territ. Ruandais

infraction prévue et punie par les art. 79 et 81 C. P. L. II.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) le prévenu est accusé du fait infractionnel  
par le co. prévenu umukyaba

(2) Ordonnons que le susdit

Kagame

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

Riguru b. 11.12.40  
L. M. 8. Vanthier  
V. Vanthier

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

acquitté le 19.12.40  
Le juge de police  
V. Vanthier

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.  
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.  
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons..... avoir..... lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire .....

(1) Fixons à ..... francs le montant du cautionnement  
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner  
du scandale par sa conduite, en outre à charge de .....

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,